

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2023/204486]

**13 JUILLET 2023. — Décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne le contrôle des opérateurs de la politique de l'Action sociale et de la Santé et les informations sur les établissements pour aînés (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

*Chapitre 1<sup>er</sup>. — Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

*Chapitre 2. — Dispositions modificatives*

**Art. 2.** Dans la première Partie, Livre IV, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Titre III/1 intitulé " Inspections ".

**Art. 3.** Dans le Titre III/1 inséré par l'article 2, il est inséré un chapitre 1<sup>er</sup> intitulé " Dispositions générales ".

**Art. 4.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> inséré par l'article 3, il est inséré un article 46/1 rédigé comme suit :

" Art. 46/1. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1<sup>o</sup> normes : les dispositions sectorielles de la deuxième partie du présent Code et leurs arrêtés d'exécution;

2<sup>o</sup> jours ouvrables : tous les jours de la semaine, à l'exception du dimanche et des jours fériés légaux;

3<sup>o</sup> : opérateur : l'opérateur de la politique de l'Action sociale et de la Santé agréé ou reconnu ou contraint de solliciter un agrément ou une reconnaissance en exécution de la deuxième partie du présent Code et de ses arrêtés d'exécution. "

**Art. 5.** Dans le Titre III/1 inséré par l'article 2, il est inséré un chapitre 2 intitulé " Missions et rapports ".

**Art. 6.** Dans le chapitre 2 inséré par l'article 5, il est inséré une section 1<sup>re</sup> intitulé " Missions ".

**Art. 7.** Dans la section 1<sup>re</sup> insérée par l'article 6, il est inséré un article 46/2 rédigé comme

suit :

" Art. 46/2. Le Gouvernement a pour mission :

1<sup>o</sup> le contrôle des opérateurs afin de vérifier le respect des normes ainsi que, le cas échéant, le suivi de plans d'actions mis en place pour les opérateurs afin de s'y conformer;

2<sup>o</sup> l'accompagnement des démarches d'amélioration continue de la qualité, par le soutien et le conseil à l'opérateur;

3<sup>o</sup> l'instruction des plaintes déposées à l'encontre des opérateurs telle que visée à l'article 43 du présent Code.

Sans préjudice des sanctions prévues aux dispositions sectorielles de la deuxième partie du présent Code et leurs arrêtés d'exécution, le Gouvernement impose à l'opérateur des mesures de mises en conformité ainsi qu'un échéancier de réalisation lorsqu'il s'avère que les normes ne sont pas respectées. "

**Art. 8.** Dans le chapitre 2 inséré par l'article 5, il est inséré une section 2 intitulée " Rapports ".

**Art. 9.** Dans la section 2 insérée par l'article 8, il est inséré un article 46/3 rédigé comme

suit :

" Art. 46/3. Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions visées à l'article 46/2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, le Gouvernement établit un rapport dans lequel il formule des observations, identifie les mises en conformité nécessaires et formule, le cas échéant, des recommandations ou un plan d'actions à mettre en oeuvre. Le rapport est transmis à l'opérateur, par le biais d'un envoi conférant date certaine, dans un délai de trente jours prenant cours le lendemain de la visite du service d'inspection de l'Agence destinée à présenter le rapport provisoire à la direction de l'opérateur.

L'opérateur dispose d'un délai de trente jours prenant cours le jour suivant la réception du rapport provisoire pour formuler ses observations.

Les observations de l'opérateur sont prises en compte pour la rédaction du rapport final. Ce rapport final contient des conclusions établies notamment au vu des observations transmises par l'opérateur et, le cas échéant, un échéancier de la réalisation des mesures de mise en conformité.

Ce rapport est transmis à l'opérateur, par le biais d'un envoi conférant date certaine, dans un délai de trente jours prenant cours le jour suivant la réception de la dernière observation ou le jour suivant l'expiration du délai fixé à l'alinéa 2. "

**Art. 10.** Dans la section 2 insérée par l'article 8, il est inséré un article 46/4 rédigé comme suit :

" Art. 46/4. Les délais visés à l'article 46/3, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, sont prorogeables sur demande de l'opérateur. Le Gouvernement notifie, par le biais d'un envoi conférant date certaine, à peine de nullité, la prorogation du délai à l'opérateur au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Le délai visé à l'article 46/3, alinéa 2, est renouvelable une fois. L'opérateur notifie au Gouvernement, à peine de nullité, sa demande de prorogation au plus tard le jour de l'échéance du délai par le biais d'un envoi conférant date certaine.

Lorsque le jour de l'échéance d'un délai visé à l'article 46/3 n'est pas un jour ouvrable, le délai se termine le jour ouvrable suivant. ”.

**Art. 11.** Dans le chapitre 2 inséré par l'article 5, il est inséré une section 3 intitulée " Publicité ".

**Art. 12.** Dans la section 3 insérée par l'article 11, il est inséré un article 46/5 rédigé comme suit :

" Art. 46/5. Les conclusions standardisées issues du rapport final visé à l'article 46/3, alinéa 3, et qui ne contiennent aucune donnée à caractère personnel, sont rendues publiques.

Le Gouvernement élabore un modèle de rapport, détermine le contenu minimal et les modalités de publication des conclusions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Une phase de test d'une période minimum de 3 mois préalable à toute publication est organisée par le Gouvernement. ”.

**Art. 13.** Dans la même section 3, il est inséré un article 46/6 rédigé comme suit :

" Art. 46/6. Le Gouvernement peut organiser la communication des documents visés à l'article 46/3 aux opérateurs par la voie électronique conformément aux modalités qu'il détermine. ”.

**Art. 14.** L'article 335 du même Code, modifié par les décrets des 17 décembre 2015, 21 décembre 2016 et 14 février 2019 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

" § 3. Tout établissement pour aînés dispose d'un site internet qui comprend au moins les informations prévues au paragraphe 2.

Outre les informations prévues au paragraphe 2, le Gouvernement ou son délégué détermine le contenu de ce site internet. ”.

**Art. 15.** Dans l'article 366, § 2, alinéa 3, du même Code, les mots " dans les quinze jours de la constatation des faits " sont abrogés.

### Chapitre 3. — *Disposition finale*

**Art. 16.** L'article 14 entre en vigueur six mois après la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 13 juillet 2023.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,  
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1221 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1, 1bis à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 juillet 2023.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/204486]

**13 JULI 2023. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de controle van de actoren van het beleid inzake sociale actie en gezondheid en de informatie over de inrichtingen voor bejaarde personen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

*Hoofdstuk 1. — Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

*Hoofdstuk 2. — Wijzigingsbepalingen*

**Art. 2.** In Deel I, Boek IV van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een Titel III/1 met als opschrift "Inspecties" ingevoegd.

**Art. 3.** In Titel III/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk 1 met als opschrift "Algemene bepalingen" ingevoegd.

**Art. 4.** In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 46/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 46/1. Voor de toepassing van deze Titel wordt verstaan onder :

1° normen: de sectorale bepalingen van Deel 2 van van dit Wetboek en hun uitvoeringsbesluiten;

2° werkdagen: alle dagen van de week, met uitzondering van zon- en feestdagen;

3° operator: de operator van het beleid inzake sociale actie en gezondheid die erkend is of goedgekeurd is of die verplicht is om een erkenning of goedkeuring aan te vragen overeenkomstig Deel 2 van dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan."

**Art. 5.** In Titel III/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk 2 met als opschrift "Opdrachten en verslagen" ingevoegd.

**Art. 6.** In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 5, wordt een afdeling 1 met als opschrift "Opdrachten" ingevoegd.

**Art. 7.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 46/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 46/2. De opdracht van de Regering is:

1° het controleren van de operatoren om na te gaan of zij de normen naleven en, in voorkomend geval, het opvolgen van actieplannen die voor de operatoren zijn opgesteld om aan de normen te voldoen;

2° het ondersteunen van initiatieven voor continue kwaliteitsverbetering door steun en advies te verlenen aan operatoren;

3° het onderzoeken van klachten tegen operatoren zoals bedoeld in artikel 43 van dit Wetboek.

Onverminderd de sancties waarin de sectorale bepalingen van Deel 2 van dit Wetboek en hun uitvoeringsbesluiten voorzien, legt de Regering de operator nalevingsmaatregelen en een tijdschema voor de uitvoering ervan op indien wordt vastgesteld dat de normen niet worden nageleefd."

**Art. 8.** In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 5, wordt een afdeling 2 met als opschrift "Verslagen" ingevoegd.

**Art. 9.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 46/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 46/3. In het kader van de uitoefening van haar taken krachtens artikel 46/2, eerste lid, 1° en 2°, stelt de Regering een verslag op waarin zij opmerkingen formuleert, de nodige nalevingsmaatregelen aanduidt en desgevallend aanbevelingen formuleert of een actieplan opstelt dat moet worden uitgevoerd. Het verslag wordt aan de operator bezorgd, door middel van een toezending die een bepaalde datum vastlegt, binnen een termijn van dertig dagen die ingaat de dag na het bezoek van de inspectiedienst van het Agentschap om het voorlopig verslag voor te leggen aan de directie van de operator.

De operator beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de ontvangst van het voorlopige verslag, om zijn opmerkingen kenbaar te maken.

Bij het opstellen van het eindverslag wordt rekening gehouden met de opmerkingen van de operator. Het eindverslag bevat conclusies op basis van de opmerkingen van de operator en, indien van toepassing, een tijdschema voor nalevingsmaatregelen.

Dit verslag wordt aan de exploitant toegezonden binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de dag na ontvangst van de laatste opmerking of op de dag na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn."

**Art. 10.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 46/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 46/4. De in artikel 46/3, eerste en derde lid, bedoelde termijnen kunnen op verzoek van de operator worden verlengd. De Regering stelt de operator uiterlijk op de dag waarop de termijn verstrijkt, van de verlenging van de termijn in kennis door middel van een toezending die, op straffe van nietigheid, een zekere datum vermeldt.

De in artikel 46/3, tweede lid, bedoelde termijn kan eenmaal worden verlengd. De operator stelt de Regering uiterlijk op de dag waarop de termijn afloopt in kennis van zijn verzoek tot verlenging, op straffe van verval, door middel van een brief waarin een datum wordt vastgesteld.

Wanneer de dag waarop een in artikel 46/3 bedoelde termijn verstrijkt, geen werkdag is, loopt de termijn af op de eerstvolgende werkdag."

**Art. 11.** In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 5, wordt een afdeling 3 met als opschrift "Bekendmaking" ingevoegd.

**Art. 12.** In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 46/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 46/5. De gestandaardiseerde conclusies die voortvloeien uit het in artikel 46/3, derde lid, bedoelde eindverslag en die geen persoonsgegevens bevatten, worden openbaar gemaakt.

De Regering stelt een modelverslag op en bepaalt de minimuminhoud en de procedures voor de bekendmaking van de in lid 1 bedoelde conclusies.

De Regering zal een testfase organiseren die minstens 3 maanden duurt voor de publicatie."

**Art. 13.** In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel 46/6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 46/6. De Regering kan de mededeling van de in artikel 46/3 bedoelde documenten aan de operatoren langs elektronische weg organiseren op de wijze die zij bepaalt."

**Art. 14.** Artikel 335 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de besluiten van 17 december 2015, 21 december 2016 en 14 februari 2019, wordt aangevuld met een paragraaf 3 die als volgt luidt:

"§ 3. Elke inrichting voor bejaarde personen moet beschikken over een website die ten minste de in paragraaf 2 bedoelde informatie bevat.

Naast de informatie voorzien in paragraaf 2, bepaalt de Regering of haar afgevaardigde de inhoud van deze website.

**Art. 15.** In artikel 366, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "binnen veertien dagen na de vaststelling van de feiten" opgeheven.

### Hoofdstuk 3. — Slotbepalingen

**Art. 16.** Artikel 14 treedt in werking zes maanden na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 juli 2023.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

(1) Zitting 2022-2023

Stukken van het Waals Parlement, 1221 (2022-2023) Nrs. 1, 1bis tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juli 2023.

Bespreking.

Stemming.